

LYS ROUGE

ISSN 0250 - 4428
mai - juin - juillet 1986
N°30 - 20 F

REVUE TRIMESTRIELLE D'ETUDE ET DE DEBAT DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE



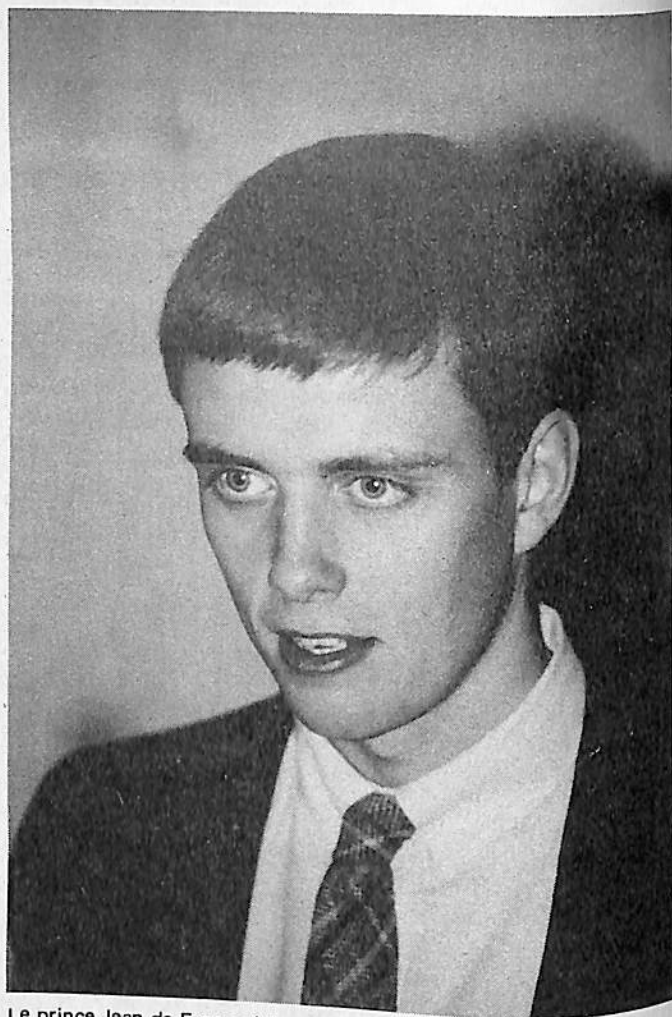
L'APPRENTISSAGE D'UN JEUNE PRINCE

EDITORIAL

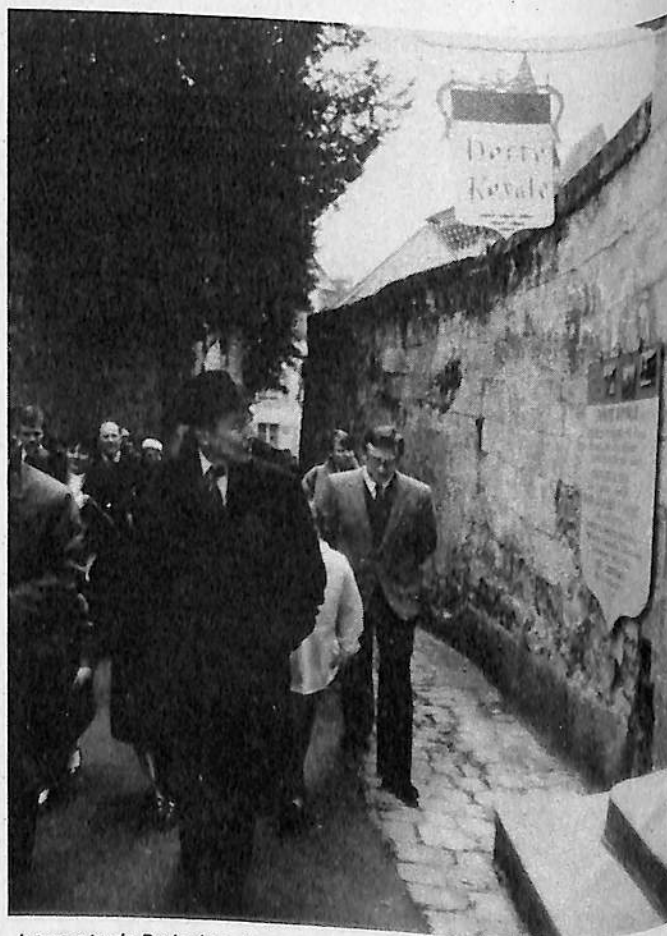
Au cours de nombreuses années de militantisme, j'ai eu l'occasion de croiser des militants de toutes les causes, de toutes sortes. Dix ou quinze ans après, je me trouve toujours dans le même combat avec, sinon un enthousiasme égal, du moins toujours une forte combativité. Qu'en est-il de tous ceux que j'ai croisés? Quand je retrouve tel ancien gauchiste, tel animateur d'association culturelle, tel rédacteur en chef d'une revue marginale, je constate qu'ils ont dételé, qu'ils se sont fait «récupérer». Ou bien qu'ils sont usés jusqu'à la trame. La France individualiste des années 80 a oublié le pourquoi et le comment des militantismes collectifs des années 70. Et toi, me demandait récemment le responsable d'une association de défense des droits de l'homme, qu'est-ce qui te maintient la tête hors de l'eau? Cette Famille de France est-elle à la hauteur de ce que vous attendez d'elle? Vos chefs savent-ils seulement commander? Et vos militants, pourquoi ne les voit-on jamais? Ce n'était pas méchanceté de sa part: il ramenait la situation de la N.A.R. à celle de tant d'autres associations et s'interrogeait sur les raisons de notre force de vie...

Une réponse m'est venue à l'esprit, qui a semblé faire son effet: nous, nous faisons de l'Histoire. Même quand tout va mal, nous ne nous interrogeons jamais sur la pérennité du royalisme. Dans cent ans, affirmai-je, il y aura encore des royalistes. Il y en aura même un sûrement pour faire son doctorat d'Histoire sur les fautes d'orthographe du «Lys Rouge», ce curieux samizdat bâclé de la fin du XXème siècle. Et bien cela donne du piment à notre action, car nous avons «le sens historique». Plus sérieusement, la confiance nous revient automatiquement quand nous voyons par exemple le jeune prince Jean sur les traces de son grand-père. Encore peu à l'aise dans un voyage officiel, au milieu de personnalités politiques, mais déjà soucieux de son rôle, il est attentif et sérieux, conscient de l'héritage qui est le sien, et qui est le nôtre. Il est notre espoir pour demain. Parce que nous savons que nous serons toujours capables de durer, nous sommes capables d'endurer certaines lenteurs de l'histoire, sans que cela ne devienne un motif d'attentisme, car nous avons aussi conscience de notre responsabilité devant l'Histoire.

F.A.



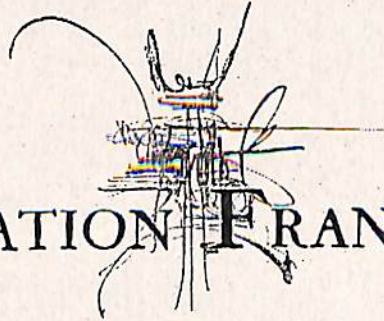
Le prince Jean de France (photo P. Le Roué)



Le comte de Paris dans les rues de Loches, le 12 avril 1986 (cf «Royaliste» 449).

QUELQUES HOMMES DE

LA NATION FRANÇAISE



La connaissance d'un journal par les textes est une chose, elle permet de dégager des idées-force et des lignes de cohérences qui bien souvent dépassent la personnalité propre de leurs auteurs et n'apparaissent que par la confrontation d'articles multiples et divers. Pour l'histoire de la pensée politique, cette méthode a ses avantages : le lecteur se

trouve en présence d'une synthèse dans laquelle se manifestent clairement les évolutions successives d'une idée ou l'originalité de certaines prises de position. Dans la rédaction de notre travail sur l'hebdomadaire «La Nation Française» (1), c'est la méthode que nous avons suivie. Mais il faut bien reconnaître que dans le cas d'un journal, celle-ci est lar-

gement artificielle. Elle efface la personnalité des différents rédacteurs et ne rend aucun compte de l'ambiance qui peut régner au sein d'une équipe qui se réunit chaque semaine pour «faire» le journal. Conscient de cette lacune, nous sommes allés à la rencontre de quelques-uns de ces anciens rédacteurs de «La Nation Française».

Pierre ANDREU

Rencontrer Pierre Andreu, c'est rencontrer un homme d'une exquise gentillesse, d'une douceur extrême, et qui semble ignorer jusqu'au mot même de rancune. cependant, lorsque l'on évoque le passé, on sent poindre une certaine mélancolie sans doute accentuée par les douleurs de la maladie : «Je n'avais pas encore compris que ce ne sont pas les idées qui mènent le monde». Ce désabusement se retrouve chez bien des anciens de «La Nation Française», il est à la mesure de l'espoir qu'ils avaient cru voir se concrétiser.

Pierre Andreu rencontre Pierre Boutang chez Daniel Halévy en 1946. En 1949, il donne à Pierre Boutang un hommage à Maurras rédigé par Sorel. «Aspects de la

France» publie ce texte le 1/12/1949. Intitulé «la déroute des mufles», cet article soutient que les amis de Maurras forment une avant-garde contre le règne de la bêtise. Cependant, Pierre Andreu garde ses distances avec les maurrassiens. Essentiellement préoccupé par le problème d'un rapprochement de la droite et de la gauche, il se méfie de la dérive sectaire des rescapés de l'Action française. Malgré l'insistance de Daniel Halévy, il ne participe pas à la réunion que tient Boutang à la salle des Sociétés Savantes en janvier 1955 et qui marque la consommation de la rupture avec «Aspects» (cf. Lettre de D.H. N.F. 6/02/63). Il accueille avec réticence le projet de création d'un journal qu'il imagine déjà semblable par ses exclusives à «Aspects». Paul Sérant réussit à le convaincre que l'esprit est tout autre, et qu'il peut se joindre à la

nouvelle équipe de «La Nation Française» sans rien abdiquer de ses préoccupations.

En 1956, Pierre Andreu et Pierre Boutang deviennent amis. «La Nation Française» lui apparaît alors comme un journal frais qui rappelle l'A.F. de 1908. Il se prend à rêver, Boutang serait Maurras et lui serait Sorel, et l'histoire se réécrirait en gommant les erreurs du passé. Ce qui l'intéresse ici, c'est que les marginaux de l'A.F. deviennent les personnages centraux du nouveau journal. L'esprit de sectarisme est totalement absent.

Lorsqu'il signe ses articles, Pierre Andreu se souvient de son amitié pour Drieu La Rochelle : le choix de Gilles Dubourg comme pseudonyme est explicite. «Gilles», c'est le titre du roman le plus fameux de Drieux, et Dubourg est le nom du sentencieux du «Feu Follet». Quant au

contenu des articles, c'est encore et toujours le même désir de voir la droite et la gauche se rapprocher dans un commun souci de l'intérêt général, à moins qu'il ne partage avec Philippe Ariès les sujets religieux.

L'ambiance de l'équipe lui plaît. On fête la saint Pierre autour de Boutang. Il se rappelle un repas au restaurant des 4 Colonnnes, rue de la Gaîté, le 29/06/56. Pierre Boutang préside avec à sa droite Jean Paulhan, lui est à sa gauche. Avant se se séparer, tout le monde entonne le Coupo Santo. «La Nation Française», c'est alors vraiment une bande de copains.

En 1958, paraissent les «Ecrits pour une Renaissance». C'est une série de textes réunis entre fin 57 et début 58, publiés avec une préface de Raoul Girardet. Pierre Andreu y apporte bien sûr sa contribution, mais il remarque surtout l'article d'Etienne Bor-dagain, pseudonyme d'un inspecteur des Finances, qui dans ses développements économiques rencontre ses propres conceptions sociales : cet étatisme économique ordonné par un pouvoir indépendant, n'est-ce pas lui qui rendra justice aux travailleurs ?... «Ecrits pour une Renaissance» est un recueil d'inspiration largement monarchiste, mais le «hasard» veut qu'il paraisse au moment même du retour au pouvoir du général de Gaulle. Toute l'équipe de «La Nation Française» croit bien naïvement que ce sera le bréviaire du nouveau régime.

En 1959, Pierre Andreu se rend en Algérie. Il rentre en France métropolitaine avec beaucoup de questions. Comme tous les rédacteurs de la N.F., il pense que l'Algérie doit rester dans la France, mais le slogan «Algérie française» lui paraît bien simpliste. Dès novembre 1962, il écrira dans «Défense de l'Occident» que «la droite doit assumer les temps modernes en Europe, en Afrique, en Asie, ce qui veut dire qu'elle doit assumer la décolonisation, même si le fait

et le mot ne lui plaisent pas». En attendant, il réduit sa collaboration au journal en raison de la répression anti-O.A.S., il ne la reprend massivement qu'en 1962.

En 1963, il quitte définitivement «La Nation Française», estimant que l'hebdomadaire devient un petit journal partisan qui ne répond plus à aucune utilité.

Gilbert COMTE

C'est un tout autre personnage que nous rencontrons là. Journaliste brillant, Gilbert Comte ne craint pas la polémique. Il garde de «La Nation Française» des souvenirs mitigés, comme d'ailleurs un bon nombre des rédacteurs de sa génération. La vague impression que l'on a abusé de l'enthousiasme de leur jeunesse...

En 1947, Gilbert Comte découvre Pierre Boutang. Il est alors âgé de 14 ans, et le philosophe royaliste lui apparaît comme «un hurlement solaire». Cette personnalité véritablement le fascine et il ne peut admettre qu'on le dénigre.

Il devient le secrétaire de Boutang en avril 1949 et le quitte en juillet 1951, remplacé par la femme de J.-M. Dufour. Les deux hommes de fâchent une première fois en 1955, mais Gilbert Comte rejoint cependant son ancien «maître» à «La Nation Française». Ses articles sont essentiellement consacrés aux affaires africaines qu'il connaît parfaitement. Encore aujourd'hui, ces contributions sont riches d'enseignement, étonnantes de précision.

Gilbert Comte confirme la réalité d'un soutien financier au journal par le premier ministre Michel Debré. Il ne voit là rien de choquant mais bien plutôt un bon moyen de se débarrasser des difficultés matérielles récurrentes.

Il quitte définitivement le journal en 1964, ne pouvant plus supporter ce gaullisme qui ne veut pas s'avouer comme tel. Sa brouille avec Boutang a bien entendu aussi des raisons psychologiques tenant au choc de deux personnalités, conscientes chacune de leur valeur personnelle et peu enclines à l'indulgence.

Jules MONNEROT

On trouvera dans ma thèse une biographie de Jules Monnerot qu'il n'est pas question de répéter ici.

Jules Monnerot est un homme à l'élégance stricte et à l'intelligence vive. Dès 1920, il lit assidûment «L'Action Française», mais il y voit plus une école de pensée qu'un mouvement politique. En effet il ne croit pas à la solution monarchique.

Pendant l'Occupation, il fait la connaissance de Philippe Ariès chez Daniel Halévy, quai de l'Horloge. Daniel Halévy lui conseille de voir Pierre Boutang. Mais ne se rencontreront qu'en 1952, à la mort de Maurras. Une admiration réciproque unit les deux hommes.

Bien qu'il soit gaulliste, Jules Monnerot professe une grande fidélité à Maurras. A l'occasion du vieux chef nationaliste, il veut publier un article dans la petite revue gaulliste «La Liberté de l'Esprit». Son directeur, Claude Mauriac, s'y oppose. Mais le général de Gaulle impose l'article.

Jules Monnerot se joint immédiatement à l'équipe de «La Nation Française». La majeure partie de ses articles paraît entre 1956 et 1958. Conférencier à l'Ecole de Guerre depuis 1952, il participe activement au combat pour l'Algérie française. Il quittera «La Nation Française» pour «L'Esprit Public», mais ne cau-

tionnera jamais les attaques de ce journal contre l'hebdomadaire de Pierre Boutang.

Jules Monnerot fait partie des rédacteurs non-monarchistes de «La Nation Française». Pour lui, la politique est une action subordonnée à des données immédiates où le moins mauvais est borné par le possible. Elle n'est pas de l'ordre de ce que l'on choisit mais de ce qui est imposé. Ainsi, l'attitude monarchique, parce qu'elle se caractérise par une préférence pour l'Absent (le Roi), apparaît à Jules Monnerot comme une fuite en dehors du politique. Cependant, partisan d'une magistrature de continuité, cela ne l'empêche pas de souhaiter dans l'absolu la monarchie.

Jacques SILBERFELD

Plus connu sous son pseudonyme de Michel Chrestien, Jacques Silberfeld est sans aucune doute un personnage. Sa biographie, qu'il dévoile par bribes, semble être la trame d'un roman : amour fou, résistance, légion et littérature. Ce fils de diamantaire anversois, élevé dans le culte de la langue française, se définit comme réactionnaire dans la mesure où «il est un corps humain qui réagit».

Ami de Vialatte qui lui fait lire Kafka en 1935, il fait la connaissance de Boutang lors de la rentrée universitaire de 1938. Mais ce n'est que plus tard qu'ils deviendront amis.

Après guerre, Michel Chrestien, puisque c'est sous ce nom qu'il se fait le plus communément appeler, se taille une solide réputation de traducteur. Roger Nimier lui conseille de se joindre à l'équipe de «La Nation Française». Il lui sera fidèle jusqu'à la fin.

Il n'est pas un royaliste convaincu, mais ce qui le séduit dans la monarchie, c'est que le roi peut compromettre son Salut personnel pour le Salut du royaume...

Michel Chrestien est enthousiasmé par l'équipe qu'il rencontre. Le côté «bande d'iroquois» le ravit littéralement. Le mieux à faire est sans aucun doute de le citer :

«... Il y avait les vieux partisans de l'A.F. d'avant 1939 qui persistaient dans des rêves d'avenir périmés, comme mon excellent ami Pierre Van Altena par exemple.

Il y avait les hommes de la droite de la IIIème République, partisans d'une France autoritaire, impériale et militariste, antiparlementaires.

Il y avait les partisans de Vichy d'après l'épuration, comme cet excellent curé qui me déclarait sans ciller seulement : la Résistance, de Gaulle, je ne sais pas ce que c'est !

Il y avait des jeunes qui se cherchaient un passé pour justifier l'Algérie française. Ta ta ta TA TA !

Il y avait même des partisans de la Collaboration ou presque. Et quelques marginaux comme votre serviteur.

Michel Chrestien se sent à l'aise parmi tous ces «personnages», et il savoure avec humour mais sincérité «le côté aspirant ou sous-lieutenant pour qui l'ennui naquit un jour de l'uniforme ôté, avec claquement de talons au garde à vous et présenter armes et défilés».

Un entretien avec Michel Chrestien ne se termine jamais sans le récit d'une histoire juive. Je ne résiste pas au plaisir de vous raconter celle-ci, inédite à ce qu'il paraît :

«David se rend chez le tailleur Moïse pour se faire couper un pantalon. Moïse lui présente plusieurs échantillon de tissu, et David choisit une magnifique toile anglaise. Les mesures prises, Moïse annonce : «Viens dans une semaine pour le premier essayage !»

Sept jours plus tard, David retourne chez le tailleur. On essaie, le pantalon tombe très bien. «Reviens dans sept jours, il sera terminé».

Mais sept jours plus tard, la boutique du tailleur est fermée. Les années passent et David oublie son pantalon...

Sept ans plus tard, David repasse devant la boutique de Moïse. La boutique est ouverte. Moïse interpelle David : «Viens vite, ton pantalon est prêt !» David enfiler le pantalon. «Quel beau pantalon ! Comme il te rajeunit», s'exclame Moïse. David bougonne : «Certes, certes, mais quand même, 7 ans pour faire un pantalon alors que Dieu n'a mis que 7 jours pour faire le monde».

Alors Moïse entraîne David sur le seuil de sa boutique : «Regarde David, regarde le monde... et regarde CE pantalon !?»

C'est sur cette histoire que nous quittons Michel Chrestien et ses compagnons de «La Nation Française». On a pu voir l'écart qui séparait toutes ces personnalités - et d'autres portraits restent à faire - ce qui permet de mieux imaginer quelle pouvait être l'ambiance de l'hebdomadaire.

Patrick LOUIS

(1) «Contribution à l'étude du mouvement royaliste : La Nation française, 1955-1967», thèse de doctorat, 500 pages, prix franco : 225 F (à l'ordre de «Royaliste»).

Nous avons donné un bref résumé de cette thèse dans le n° 28 du «Lys Rouge» (pages 18 à 27) (prix franco : 15 F).

L'ENTREPRISE «NATION FRANÇAISE»

extraits de la thèse de Patrick Louis

Lorsqu'en 1955, paraissent les premiers numéros de «La Nation française», les spécialistes lui donnent généreusement quelques mois à vivre. En fait, elle durera des années. A quoi attribuer cette exceptionnelle longévité dans un genre de presse où les titres meurent aussi vite qu'ils naissent,

La puissance matérielle du journal n'est certainement pas la cause de cette durée. A cet égard, le titre de ce chapitre ne doit pas nous abuser (...) il ne faudrait pas s'attendre à la description d'une grande entreprise de presse où il serait possible de dresser un tableau précis des fonctions de chacun (...) C'est en vain que l'on distinguerait rédaction, services techniques, services administratifs. Par exemple, les rédacteurs sont les propriétaires du journal et ils en assurent la mise en page. Ici, la règle est que tout le monde s'occupe de tout, selon sa capacité de dévouement.

Comme l'écrivait Philippe Méry (Raoul Girardet), «... La Nation Française, c'est une bande, une bande de copains, une bande de sioux, une mafia, une société secrète dont personne ne connaîtra jamais les vrais mots de passe» (NF 12/11/58).

Pour Thomas Molnar, de «The National Review», l'ambiance du journal évoque plus le dix-neuvième siècle que le vingtième siècle : «le groupe d'hommes jeunes que j'ai rencontré dans les bureaux rien moins que somptueux de «La Nation Française», rue Cadet, seraient, si l'on en croit la terminologie habituelle, hélas des gens de droite (...) Pierre Boutang, directeur de «La Nation Française», tire le meilleur

p arti du talent et de la ferveur d'un groupe large et varié. Des économistes et des sociologues connus se rencontrent à l'atelier d'imprimerie ou dans la cour bruyante avec des jeunes élèves de l'Ecole Normale Supérieure; on discute de l'avenir autour de bouteilles de vin au premier étage d'un restaurant voisin où de jeunes hommes d'affaires, amis du journal, échangent leurs idées avec de vieux habitués du journalisme parisien» (N.F. 3/10/58).

«La Nation Française» ne ressemble donc pas à une grande entreprise de presse telle qu'on la conçoit aujourd'hui. Elle est l'œuvre d'une volonté, le résultat d'une ferveur. Si elle a duré aussi longtemps, c'est que certains y ont sacrifié leur temps et leur argent, c'est que certains y ont abandonné un confort de vivre pour tenter l'aventure. Ils ont fait de leurs désirs et de leurs idées un fait, une réalité.

LES ACTEURS

Lorsqu'il quitte «Aspects de la France», durant l'hiver 1954, Pierre Boutang ne sait pas trop ce qu'il va faire. Certes, l'idée de créer un journal est présente, mais comment s'y prendre, comment ne pas se décourager ? Où trouver de l'argent qui ne vous enchaîne pas, qui ne vous conduise pas là où vous ne voulez pas aller ? A ce propos, un désaccord violent surgira entre, d'une part, Pierre Boutang et Michel Vivier, et d'autre part, Jean-Jacques Mayer (Philippe Buren, dans la presse nationaliste), ce dernier voulant assujettir le journal à ses commanditaires.

Cependant, les soutiens arrivent. C'est d'abord l'amitié fidèle et la constante persévérance de Michel Vivier. De province aussi des engagements viennent : par exemple Louis Bressange et Charles Rey à Marseille, Robert Descubes à La Rochelle, Etienne Malnoux et le docteur Demarque à Bordeaux... Tous sont des royalistes qui craignent la sclérose d'«Aspects de la France». «La Nation Française» peut naître, une année d'effort aura été nécessaire et suffisante.

En novembre 1955, la Société pour le développement et l'Information Française est fondée. Elle est éditrice du journal et n'a d'ailleurs été créée que pour satisfaire aux obligations légales. Son capital est de 160.000 F et se répartit de la manière suivante : Pierre Boutang, 4%, Michel Montel dit Vivier, 48%, François Loizeau, gérant du journal, 47%, et Abel Pomarède, «l'ouvrier vigneron royaliste» 1%.

Le journal est domicilié 7, rue Cadet, à Paris 9ème. C'est aussi le siège de l'imprimerie J.E.P. dont il utilise les services. Cette imprimerie, aujourd'hui disparue, n'était pas très moderne mais permettait le choix de caractères originaux (...) Officiellement, Pierre Boutang est le directeur politique de l'hebdomadaire, et Michel Vivier son rédacteur en chef. Il est vrai que c'est autour d'eux que s'organise l'équipe rédactionnelle permanente du journal : Raoul Girardet, Philippe Ariès, J.-M. Dufour, Jacques Silberfeld (M. Chrestien) - les autres rédacteurs se contentant de faire passer leurs articles, notamment les provinciaux. Madame

Dufour et Madame Montel assurent le secrétariat du journal.

Deux personnalités donc se distinguent : Pierre Boutang et Michel Vivier.

Qui est Pierre Boutang ? Il est né à Saint-Etienne le 21 septembre 1916. Il a fait ses études au lycée de Saint-Etienne et au lycée du Parc à Lyon, puis à l'Ecole Normale Supérieure. Très jeune, il militait déjà à la ligue d'Action française. Il était notamment l'un des rédacteur du journal «L'Etudiant Français».

Agrégé de philosophie, il devient professeur au lycée de Clermont-Ferrand, puis au lycée de Rabat.

En 1940-41, il se proclame «maréchaliste» et collabore, avec Henri Dubreuil, aux «Amis du Maréchal». Jusqu'au jour où «le refus de la défaite avec l'Etat de Vichy... devint impossible» et que ce refus lui «sembla raisonnable avec Giraud et Alger». Il rallie alors Alger et se met au service du général Giraud. Il devient chef de cabinet du ministre de l'Intérieur du Comité Français présidé par le général Giraud.

En 1944, il est le premier professeur révoqué comme «nazi français exemplaire». Il ne réintégrera l'enseignement qu'en 1967. Depuis 1976 et après bien des remous, Pierre Boutang est professeur de philosophie à la Sorbonne.

A la Libération, il devient un des principaux rédacteurs d'«Aspects de la France». Il apporte également son concours à «Contre-Révolution», «Ici-France» et «Paroles Française».

Homme à la culture prodigieuse, auteur de nombreux ouvrages - romans, essais, pamphlets -, il apparaît à beaucoup comme le seul grand penseur monarchiste contemporain au style compliqué, il est vrai. Mais son caractère emporté sera la source de nombreux conflits.

Toute autre est la personnalité de Michel Vivier.

De son vrai nom Michel-Paul-Marie Montel, il est né le 3 août 1921 à Saugeon, près de Royan. Il appartient à une vieille famille charentaise de commerçants.

Il commence sa scolarité à l'école communale de Saugeon, puis se rend comme pensionnaire au lycée de Rochefort où il poursuit des études brillantes. Là, il se lie d'amitié avec des militants d'Action Française.

Il fait hypokhâgne à Bordeaux et khâgne à Paris, au lycée Henri IV. Il ne présente pas de concours, mais passe une licence de lettres classiques à la Sorbonne, en 1940.

Envoyé en Allemagne, dans le cadre du S.T.O., auquel il avait tenté d'échapper en vain, il attrapera une pleurésie qui, mal soignée, sera à l'origine de sa mort prématurée.

En 1946, il prépare à la Sorbonne l'Ecole des Professeurs de français pour l'étranger.

En 1949, il rencontre Jean Madiran. Il collabore désormais à «L'Indépendance Française» sous le pseudonyme de Paul Lavigne (le nom de son grand-père maternel) et à «Aspects de la France» sous le pseudonyme de Michel Vivier (nom d'une propriété de famille). Il donne un certain nombre de conférences littéraires pour le compte d'«Aspects». Il se marie le 25 janvier 1950, il enseigne alors à l'Ecole des Professeurs de français à l'étranger.

En 1954, Michel Vivier quitte «Aspects de la France» en même temps que Pierre Boutang. Il collabore à «L'Action Ouvrière» de Marseille.

Il est, avec Pierre Boutang, le fondateur de «La Nation Française».

Homme affable, spécialiste de la presse légitimiste du XIXème siècle, tout le monde loue sa grande sagesse qui fait pendant au caractère de Pierre Boutang.

Il meurt le 1er septembre 1958.



LOUIS XVI ET LA DEMOCRATIE

La publication par les «Cahiers de Royaliste» d'un texte de P. et P. Girault de Coursac sur «La démocratie selon Louis XVI» a provoqué la vive réaction de J.-M. Bertrand que l'on a pu lire dans la dernière livraison du «Lys Rouge». C'est à cet article que Patrick Pierran entend répondre en prônant une POLITIQUE RÉALISTE.

Les dernières pages de l'opuscule de Paul et Pierrette Girault de Coursac - «La démocratie selon Louis XVI» - méritent sans doute une réponse. Elles constituent en effet une attaque à peine voilée des prises de positions les plus récentes de notre mouvement en matière institutionnelle. Les Girault de Coursac rejettent l'idée d'une monarchie couronnant une démocratie représentative, ils défendent la théorie du monarque fort consultant le peuple par le biais des procédures de la démocratie directe. Jean-Michel Bertrand (dans le numéro 29 du «Lys Rouge») a justement dénoncé cette conception; malheureusement, une volonté polémique douteuse, un maniement hasardeux des concepts et des lacunes historiques évidentes amoindrissent la portée de sa réponse. Il importe donc de recentrer le débat.

Au XVIème siècle, Jean Bodin écrivait : «C'est grâce à l'histoire que le présent s'explique aisément, que le futur se pénètre et que l'on acquiert des indications très certaines sur ce qu'il convient de chercher au futur». Ainsi, le politique a tout intérêt à ne pas ignorer l'histoire, mais il ne se confond pas avec l'historien. L'historien, le regard tourné vers le passé, s'appuyant sur des recherches minutieuses, s'efforce de reconstituer un enchaînement de faits, de préciser la généalogie d'une idée, ou de souligner les nuances d'une ambiance. Le génie de l'historien, c'est de peindre les couleurs d'un temps révolu, d'un temps auquel,

comme nous, il ne participe pas, mais qui est comme nos racines et qui fait que notre monde d'aujourd'hui a le visage que nous lui connaissons. Tout autre est la mission du politique. Il participe au monde sur lequel il réfléchit et agit.

Il faut se dégager d'une vision idéologique de la politique. La politique n'est pas le désir d'instaurer ex nihilo un système parfait qui résoudrait tous les problèmes. La politique, c'est l'action sur une société visant à son amélioration en vue de l'accomplissement du bien commun. Le politique est celui qui met en œuvre une politique. Il se fait une idée de ce qu'est le bien commun, sinon il n'agirait pas, et s'efforce de réaliser cette idée, c'est-à-dire que, dans un monde donné et à un moment donné, il met en œuvre des moyens visant à la transformation de ce monde en un autre monde dans un moment futur, cette transformation étant affectée d'un coefficient positif puisqu'elle est un cheminement vers le bien commun tel qu'il est pensé. Mais il existe une différence de nature entre la réalité du monde - ce sur quoi le politique agit - et l'idée du bien commun - ce pour quoi il agit.

Comme l'indique Jules Monnerot dans son ouvrage «Intelligence de la politique», «il y a d'une part des lois qui président à la production des événements dans la réalité et d'autre part des lois qui président à la production des représentations dans l'organisation psychologique de l'hom-

me». L'idée et la réalité sont hétérogènes. Ramené à notre problématique, cela signifie que l'idée du bien commun se heurte dans sa réalisation à la résistance de la réalité ou, en d'autres termes, que la réalité ne reste pas passive devant les efforts qui visent à la transformer. A partir de là, on peut distinguer deux types de politique, celui qui admet et intègre cette résistance des faits et celui qui ne l'admet pas et s'acharne à la briser. Le premier est le politique réaliste, nous nommerons le second le «politique idéologique».

Nous sommes royalistes parce que nous pensons que la monarchie est le bien commun, ou du moins la condition de ce bien commun. Mais quelle attitude allons-nous adopter ? Serons-nous des politiques réalistes ou des politiques idéologiques ? Qu'il exalte un passé mythique ou qu'il rêve d'un futur paradisiaque, le politique idéologique se reconnaît toujours à ce trait : il considère la réalité hic et nunc comme une représentation du mal et voit dans la résistance de cette réalité à se conformer à son idée une véritable agression. On connaît les conséquences de cette attitude : violence et répression. Plus le système proposé comme réalisation du bien commun sera éloigné de la réalité présente, plus la résistance de cette réalité sera grande, et plus la nécessité de la violence se fera sentir pour le politique idéologique. Un tel enchaînement des faits compro-

mettra de plus en plus la réalisation du bien commun pensé, et le politique idéologique se verra entraîner dans un cercle infernal qui atteindra la société toute entière. Robespierre et Saint-Just sont des exemples caractéristiques de politiques idéologiques. Retenons les leçons de l'histoire et rejetons l'attitude du politique idéologique.

Paul et Pierrette Girault de Coursac diront qu'ils ne sont pas des politiques idéologiques puisqu'ils n'exaltent en rien un passé mythique, mais au contraire, puisqu'ils proposent l'application d'un système politique ayant existé... C'est là que doit se manifester clairement la différence entre l'historien et le politique. Pour le politique, parce qu'il est tout entier engagé dans le présent, le régime de Louis XVI n'a guère plus réalité que l'Age d'or platonicien ou que la société communiste marxiste. Expliquons-nous. Bien sûr, le régime de Louis XVI a existé, mais si l'on pense que le régime tel quel est transposable à notre époque, on retombe dans l'errance de la politique idéologique. Nous sommes en 1986 et non 1787, et l'application en 1986 d'un système élaboré en 1787 entraînerait une résistance colossale de la société. La violence suivrait...

Le passé est le passé, et les racines ne nourrissent l'arbre qu'enfouie sous la terre. Les déterrer, c'est condamner l'arbre. L'histoire ne fournit pas de modèles mais, comme le dit encore une fois Bodin, des indications. Le politique, pour agir sur la société, pourra y chercher des ressemblances qui l'aideront à mieux comprendre la réalité contemporaine, mais il n'y découvrira jamais de parfaites identités.

Notre mouvement, rompant avec un royalisme idéologique, s'est engagé sur la voie d'une politique réaliste. Loin de condamner globalement la société présente, il y recherche les germes positifs - positifs en ce qu'ils correspondent à notre idée du bien commun -, et se propose de

les conduire à maturité. Il ne prône pas une idéologie de rupture mais une politique d'accomplissement; et tant pis pour les cerveaux échauffés qui voient dans la politique un champ d'expérimentation par leurs phantasmes personnels. La France possède aujourd'hui une Constitution d'inspiration monarchique, cette Constitution n'est sans doute pas la panacée universelle mais elle a le mérite d'exister. En tant que royalistes qui voulons la monarchie, notre but le plus immédiat est de conduire à une royalisation de cette Constitution. Ce qui se passera ensuite, nous n'en savons rien : le Roi et le Peuple en décideront. Notre tâche peut être sans grande envergure pour des esprits adolescents, mais elle est exaltante parce qu'elle est possible. La politique est l'art du possible.

Patrick PIERRAN

Dans «La Lettre du Cercle d'Aguesseau», organe du cercle d'études et de recherches monarchiques de Limoges (B.P. 1146 87052 Limoges Cedex), nous lisons cette lettre de Pierre d'Aigues :

Combien de fois me suis-je entendu dire - Tiens, comment se fait-il que vous soyez, vous, protestant royaliste ?

Bien sûr, Monsieur, que l'on peut être Royaliste en étant protestant. Bien avant la 2ème guerre mondiale, il y eut au sein de l'Action Française un groupe protestant très actif, dénommé Sully. Il y en a encore aujourd'hui un certain nombre, parmi lesquels tels historiens, tels pasteurs, gens de ma connaissance, n'appartenant pas à la Restauration Nationale; l'ordre (contrairement à ce que dit Monsieur Fromentoux dans le n° d'A.F. du 22 décembre 1983) nous l'avons dans notre esprit et nous le puisons de Dieu. Voici ce que dit Monsieur Fro-

mentoux (renvoi 4 de son article sur «Luther, fléau de l'Occident») : «Il va sans dire que si néfaste ait été l'Etat Protestant en France, les personnes protestantes sont des Français à part entière et que beaucoup, dans leur inconfort spirituel aspirent à un ordre et à une hiérarchie des valeurs au moins dans la cité : c'est pourquoi il y a toujours eu des protestants à l'Action française».

Après cela, je ne sais s'il en reste beaucoup !

Mes chers frères catholiques, croyez-vous que ce soient là des paroles oecuméniques. Pensez-vous que c'est avec une telle Organisation que nous pourrions faire corps tous ensemble comme un bastion entourant notre Roi ?

Monseigneur le comte de Paris est bien au-dessus de telle dissension, comme le fut en 1598 notre bon roi Henry - S.A.R. Henri, comte de Paris, n'a-t-elle pas dit elle-même dans ses «Mémoires» (tout comme Henry IV) : «Je déclare être favorable à la réconciliation des églises et affirme le principe selon lequel aucune d'entre elle ne doit être dominante dans la cité et que chacun peut librement pratiquer la religion de son choix». Très humblement, je vous remercie Monseigneur d'une telle grandeur d'âme.

Dieu n'est-il pas le Dieu d'Abraham, d'Isaac, de Jacob ? Le Christ n'est-il pas venu pour réconcilier les hommes ?

Je me souviens que Charles Maurras a dit : «Nous ne sommes pas royalistes pour des raisons religieuses, mais nous le sommes pour des raisons d'intérêt français».

Pour conclure, je citerai ce passage dans «La lettre aux Français» d'Henri, comte de Paris : «Le roi est la figure de l'unité qui rend inutile l'idéologie patriotique et le nationalisme exacerbé : point n'est besoin de théories pour que tous se retrouvent et se reconnaissent dans la personne du Roi».

INTRODUCTION A UN PETIT OPUSCULE FONDAMENTAL

DEMOCRATIE ET MONARCHIE

Décidément, l'histoire du royalisme est riche en trésors méconnus. Témoin cet opuscule de Jérôme Paturot, «*Démocratie et Monarchie*». Qui est Jérôme Paturot ? Nous ne le savons pas, et comptons d'ailleurs sur la sagacité de nos lecteurs pour nous l'apprendre. L'ouvrage ? Il a été écrit au lendemain de la Libération, alors que les Français venaient de rejeter le premier projet de Constitution, et que l'on se doutait que le second projet se contenterait de quelques retouches hâtives.

M. Paturot est monarchiste. Pourtant ses références intellectuelles ne sont ni Maurras, ni de Maistre, mais bien plutôt Alain et Blum. Car si M. Paturot est monarchiste, il n'en est pas moins démocrate. C'est même parce qu'il est démocrate qu'il est monarchiste. Résumons sa thèse, qui ne manque jamais d'être convaincante. La démocratie est le produit politique de la Réforme, donc géographiquement circonscrite. Mais elle est cependant universellement magnifique, et doit trouver localement ses formes d'adaptation. La démocratie doit garantir la liberté des citoyens et permettre l'efficacité de l'Etat. Or, en France, la République développe un «*individualisme agressif*», et favorise l'étatisme. «*L'étatisme prépare la disparition de la démocratie; à ce moment la démocratie cesse d'être un régime pour n'être plus qu'un système électoral*». L'histoire nous enseigne qu'en France, le Roi a presque toujours su défendre la liberté du peuple tout en préservant les prérogatives étatiques. Il apparaît donc que si l'on veut sauver la démocratie, il faut la couronner...

Les lecteurs du «*Lys Rouge*» retrouveront ici les éléments d'un débat qui leur est familier. Monarchie et Démocratie, deux termes qui ne sont nullement antinomiques, mais au contraire parfaitement complémentaires : nous le disons, et tous les jours nous découvrons que nous ne sommes pas les premiers à le dire. Espérons que, nous, nous serons entendus. Pour le plus grand bien du pays.

P.P.

UN ENTRETIEN AVEC LE COMTE DE CLERMONT DANS LA REVUE «LEGISTE»

La revue «Légiste», dont un article contre la N.A.R. nous avait naguère si fort irrité (cf. le «Lys Rouge» N° 29 : «Le double langage de la N.A.R. enfin dévoilé»), a fait œuvre plus intéressante dans son numéro 8 (janvier-mars 1986) en envoyant notre ami Hugues Troussat interroger le comte de Clermont. Nous publions des extraits significatifs de cet entretien ci-dessous, renvoyant éventuellement nos lecteurs à «Légiste» (1) pour l'intégralité du texte.

LEGISTE : Que pensez-vous de la Constitution de 1958 ?

C.D.C. : La Constitution de 1958 ne règle pas la question fondamentale du pouvoir, de sa légitimité et de ses buts. Si elle constitue un progrès par rapport aux régimes parlementaires antérieurs, en distinguant et dotant la fonction présidentielle de pouvoirs étendus et autonomes, elle continue à consacrer comme «fonction suprême» un pouvoir partisan issu ou subordonné en fait à des ou aux partis.

Or, de Clovis à Louis XVI, le Roi était lié par contrat à tous les Français, qu'ils aient été catholiques ou protestants par exemple.

La Royauté épousait son peuple à Reims. Parmi les attributs qui figurent ces épousailles peuvent être retenus : la couronne qui symbolisait le caractère sacerdotal du principe royal, le sceptre image de la connaissance et du pouvoir, l'épée attribut de la chevalerie et symbole de Justice, et l'anneau symbole de la servitude librement consentie du Roi à son peuple.

De ce contrat suprême et initial découlait un réseau de liens faits de droits et de devoirs issus de références fondées sur les valeurs transcendant l'homme. Une Constitution écrite telle qu'elle a commencé d'être conçue à la naissance des temps modernes, n'était pas nécessaire dans une société guidée et maintenue par des liens d'homme à homme. La totale indépendance du Roi par rapport aux facteurs résulte du mode d'accession à la dignité suprême : l'hérédité.

Dans notre pays déchiré et appauvri par la guerre, par les luttes partisans et dont la population, selon le mot de Churchill «se trouvait divisée en 50 millions de Français» après près de deux siècles de pouvoir parlementaire, il fallait retrouver un dénominateur qui puissent rassembler les Français dans un ordre accepté, garant de leur liberté, mais aussi instrument de la dynamique d'un Etat centralisé. Le général de Gaulle, animé d'un grand dessein pour la France,

s'est à l'époque donné les moyens de gouverner en monarque quasi absolu une France presque ingouvernable concentrant dans les mains du seul Président de la République une somme de pouvoirs qu'aucun Roi n'eut jamais.

Ce qui pouvait se justifier, en une période historique donnée, risque aujourd'hui d'ouvrir les voies à des ruptures graves. (...) (...) La Constitution de 1958 a le mérite d'avoir, en quelque sorte, affranchi l'exécutif de la tutelle du législatif. Nos institutions en ont gagné une plus grande rapidité de décision quant aux affaires du pays, mais elle ne l'a pas libéré du législatif. En plaçant à côté du Parlement, élu du peuple, un Président de la République «élu du peuple tout entier» comme le soutenait Georges Pompidou, elle n'a pas résolu le problème des partis. Qu'il le veuille ou non, qu'il l'avoue ou pas, le Président n'est pas un arbitre indépendant des factions. Il demeure tacitement soumis à sa «majorité présidentielle». (...)

(...)Un Roi ne saurait être l'émulation d'un parti. Il doit in-

carner toutes les composantes du pays dont il est le suprême représentant et le garant de ses aspirations et de ses libertés.

Système républicain et démocratie peuvent devenir antinomiques. Il n'en est pas de même du Roi dont le rôle, comme cela est vécu actuellement en Espagne, est de permettre les alternances des choix exprimés tout en maintenant fermement le but à atteindre à savoir la satisfaction du bien commun. La perennité dynastique du Roi lui permet de mener à bien une politique à long terme, car n'étant pas menacée par sa réélection, il n'est pas soumis aux tentations des promesses électorales.

Il permet en outre à la population toute entière de s'identifier à ce qu'il symbolise, lui qui est, en quelque sorte, comme son fils aîné après lui, l'incarnation du service public. Sa stabilité est un gage, au plan international, d'une continuité dans la vocation et la présence à l'étranger de la France.

LEGISTE : Le roi doit-il être l'arbitre composant avec tout le monde ou un arbitre qui tranche ?

C.D.C. : Au-dessus des partis, le Roi doit maintenir le contact direct avec le pays. C'est une condition essentielle pour réduire les inégalités résultant des féodalités modernes. Rendre aux régions et aux différentes communautés les responsabilités qui leur sont propres, et mettre en place les moyens de ces décisions, sans que cette pluralité puisse nuire à la nécessaire unité nationale.

Le Roi, comme toute arbitre digne de ce nom, doit trancher, mais en dernier recours et dernier ressort. (...)

(...)L'identité de la France (...) Actuellement il peut paraître que l'individu, isolé face à lui-même, ne s'identifie à rien et se laisse mater par l'Etat qui n'aura d'autres références que son propre pouvoir. Ce vide risque

alors d'appeler le fait totalitaire. Ou alors l'individu conscient de son identité, de sa dimension intérieure, conscient de valeurs non limitées aux objectifs matériels, responsable de son rôle dans la cité, construira le pouvoir à son image. C'est à mon avis ce qu'il faut souhaiter.

LEGISTE : Partagez-vous la déception d'Edmond Maire sur le désintérêt porté au chômage par les politiciens ?

C.D.C. : Le chômage est devenu la grande maladie du monde moderne et il sert encore de cheval de bataille pour les campagnes électorales.

Devant l'impuissance à le résoudre, je ne dirai pas qu'il y a désintérêt de la part des responsables politiques, mais plutôt angoisse face au phénomène, et honte d'évoquer ce mal qui frappe notre société et particulièrement notre pays, où les pesanteurs de l'administration et de la fiscalité sont certes dramatiquement contraignantes; mais où il convient de retrouver, en chacun, le sens du devoir et de la responsabilité.

Le Travail est une valeur à ne pas confondre avec un «emploi». Le mot «travail» est lourd de sens (...)

(...)LEGISTE : Rappeler la vocation chrétienne de notre patrie, est-ce contraire à la liberté de conscience des citoyens ?

C.D.C. : Si l'entité France s'est créée autour de la bannière de Clovis dans le ralliement et la fidélité à la foi chrétienne, dans ces mêmes principes chrétiens, elle a toujours voulu être terre de tolérance et d'accueil.

C'est dans cet esprit qu'Henri IV promulgue l'Edit de Nantes, et si Louis XIV l'a malheureusement révoqué, il n'en a pas moins fait bâtir une mosquée à Marseille. Dans le même esprit, Louis XVI

édicte par testament un code de tolérance; hélas, la tourmente révolutionnaire a empêché sa diffusion.

Un bel exemple de tolérance nous est donné par le Danemark lorsque son Roi et son peuple en entier portent l'étoile jaune sous l'occupation nazie.

La France a aujourd'hui plus que jamais besoin du nombre et de la diversité de ses communautés avec leurs identités et de leurs patrimoines culturels et confessionnels dans le respect de ses lois. (...)

ISSN N° 0761-9054

LEGISTE

REVUE DES JURISTES ROYALISTES

SOMMAIRE:

- LOIS FONDAMENTALES DU ROYAUME
- MESSAGES DES PRIMES
- VICTIMES DE LA REVOLUTION
- DROIT DE LA CONSERVATION
- DROIT PENAL
- ARMES DE FRANCE
- DROIT FISCAL

revue
trimestrielle
N° 6 - 7 JUILLET - DECEMBRE 85

ISSN N° 0761-9054

LEGISTE

REVUE DES JURISTES ROYALISTES

SOMMAIRE:

- ENTRETIEN AVEC :
S.A.R. LE PRINCE HENRI DE FRANCE,
COMTE DE CLERMONT,
DUPHIN DE FRANCE.

revue
trimestrielle
N° 8 - JANVIER - MARS 1986

(1) «Légiste, revue des juristes royaliste», B.P. 1079 87051 Limoges Cedex. Abonnement pour 3 numéros de 60 pages environ : 200 F à l'ordre de C.F.J.R.

Un ami nous écrivait récemment : « Il y a quelques années, j'ai assisté à Versailles, à une conférence d'Alain Decaux sur la fin d'Adolf Hitler. Après la conférence je m'étais exclamé : c'est le meilleur conférencier que j'ai jamais entendu ! »

En fait, c'était uniquement parce que je n'avais aucune connaissance précise sur le sujet qu'il avait traité ce soir-là. Mais j'ai dû déchanter chaque fois que je connaissais le sujet à fond (par exemple sur l'assassinat du roi Alexandre à Marseille ou, cette fois-ci, sur le martyre de Nicolas II). Alors m'apparaissaient ses défauts : le caractère superficiel de ses études, les trous béants de sa culture historique, ses partis pris politiques. Ce ne sont pas précisément les traits d'un véritable historien.

D'ailleurs, je lui avais écrit à propos du roi Alexandre, mais n'ai pas eu l'honneur d'avoir de réponse... »

Nous pouvons confirmer un tel jugement pour ce qui concerne les études consacrées par Decaux à l'assassinat de l'amiral Darlan. On

se souvient en effet que lors de la parution des Mémoires du comte de Paris, Decaux a lancé une véritable campagne pour accuser le Prince d'avoir menti sur son rôle dans cette affaire. Pour cela Decaux s'appuyait sur le témoignage de la veuve de d'Astier de la Vigerie qui affirmait que l'ordre de supprimer le dauphin du Maréchal avait été donné par le Prince lui-même. Decaux a refusé de tenir compte des témoignages en sens contraire qui lui ont été fournis à l'époque. Surtout il a négligé d'en chercher d'autres. Il lui aurait suffi de rencontrer des amis de d'Astier, de ceux qui l'ont bien connu dans les années qui ont suivi la Libération, époque où il multipliait en effet les reproches contre le Prince, accusé de n'avoir pas eu assez d'audace à Alger entre autres. Or jamais à cette époque d'Astier n'a accusé le comte de Paris d'avoir ordonné l'assassinat en question. Dans ces conditions le témoignage d'une vieille dame peu versée dans les affaires politiques, tant d'années après les faits et tant d'années après la mort de son mari méritait au moins quelques réels recoupements avant de devenir une thèse

quasi officielle par le biais de l'immense pouvoir médiatique de Decaux.

Dans cette affaire, le moins que l'on puisse dire c'est que Decaux a manqué de prudence en tant qu'historien, il a aussi manqué de correction en tant qu'homme sachant très bien qu'il lui suffisait de marteler sa thèse à la télévision pour nuire gravement à l'image du comte de Paris. On se rappelle l'effet désastreux de ces attaques sur le lancement des Mémoires du Prince.

Nous nous éloignons un peu de notre sujet qui est le martyre de la famille impériale russe (cf les deux derniers numéros du « Lys Rouge », mais pas tellement à en croire le diacre Germain Ivanoff-Trinadztaty, président de l'Action Orthodoxe à Lyon (8, rue de la Corderie 69009 Lyon), dont nous vous livrons ci-dessous les réactions à une émission de Decaux sur ce thème en 1985.

ALAIN DECAUX ET LE MARTYRE DE LA FAMILLE IMPERIALE RUSSE

Globalement positif. C'est ainsi que nous serions tentés de caractériser la prestation d'un Alain Decaux qui s'est heureusement racheté sur la fin de son émission - aidé sans doute en cela par le choix judicieux d'interlocuteurs issus de l'émigration russe - en réfutant la thèse rocambolesque des deux journalistes britanniques déjà relayés, d'ailleurs, par de peu scrupuleux amateurs en nouvelles sensationnelles.

Alain Decaux a eu l'honnêteté de le dire : l'horrible et crapuleux assassinat du Tsar - Martyr, de l'Impératrice, de leurs cinq jeunes

enfants et de leurs serviteurs compagnons de captivité, tous innocents, - est bien une triste et révoltante réalité et non une machination de propagande contre-révolutionnaire visant à discréditer les bolcheviques pour un acte aussi infamant.

Cela dit, tout téléspectateur attentif et averti de l'histoire russe se doit d'exprimer de nombreuses réserves quant aux propos tenus et aux images projetées. Ainsi, il est pour le moins surprenant qu'un historien, de surcroît académicien, en vienne à confondre servage et esclavage.

Bien décevante, pour ne pas dire affligeante, l'image de la Russie en ce début de siècle qui nous a été proposée. Aucun des poncifs les plus éculés ne nous aura été épargné. Quel tour de force que de parler de cette époque sans même citer le nom ni se référer à l'action de Stolypine qui, de même que le fut le tsar-libérateur Alexandre II en 1881, sera assassiné par les révolutionnaires pour la seule et impérieuse raison qu'il fallait empêcher la réussite de sa politique !

N'en déplaise à tous ceux qui depuis des décennies pensent,

disent et enseignent qu'avant la Révolution la Russie était l'empire du néant et le tsarisme une tyrannie retardataire, sanglante, incompétente et corrompue, nous affirmons, ce qui s'imposera un jour à tout observateur objectif, que la Russie a connu sous le règne du Tsar-Martyr Nicolas II un essor prodigieux dans les domaines industriel, agricole, économique, de l'instruction, de la législation sociale, etc. Dans ce dernier domaine comme dans tous les autres, il convient de ne pas juger la réalité du début de ce siècle avec les yeux de 1985 et c'est pourquoi le président des Etats-unis W-H Taft pouvait dire en 1912 : « Votre Empereur a créé une législation ouvrière plus parfaite que celle dont pourrait se vanter tout pays démocratique ».

A ce propos, nous nous élevons avec force contre le procédé consistant à manipuler le jugement des téléspectateurs en mélangeant soigneusement les authentiques documents filmés de l'époque et des extraits de films d'Eisenstein. Si ce dernier fut un génial metteur en scène, ses œuvres, réalisées à la demande expresse des autorités bolchéviques, ne sont, sur le plan documentaire, rien d'autre qu'une propagande grossière et éhontée. Ainsi, la scène de cet enfant d'une dizaine d'années tirant à quatre pattes un traîneau attaché à son cou est tout simplement grotesque et son utilisation comme support visuel d'une prétendue réalité historique est indigne d'un historien. Du même tonneau sont tirées les scènes où on pouvait voir la troupe mitrailler la foule.

Parlant de la guerre Russo-Japonaise, Alain Decaux s'est cru obligé de recourir à l'image stéréotypée du « colosse vermoulu ». Pourtant l'exemple récent de la défaite de la première puissance militaire du monde au Vietnam aurait dû l'amener à reconsidérer cette image; à moins que les Etats-Unis soient un colosse aux pieds d'argile ?

Fort surprenante l'accusation sans nuance faite à la Russie

d'avoir provoqué la guerre et donc d'être responsable de ce cataclysme mondial. En réalité, la Russie n'avait aucun intérêt à cette guerre, elle avait au contraire besoin de temps de paix pour mener à bien son train de réformes économiques. Si elle est entrée en guerre, ce n'est pas par bellicisme, mais pour défendre la Serbie, peuple frère slave et orthodoxe et si, pendant trois longues années, elle poursuit cette guerre c'était pour rester fidèle à l'Alliance. Ainsi, face à cette sentence d'Alain Decaux en forme de critique, on aimerait rappeler et méditer le mot du maréchal Foch : « Si la France n'a pas été rayée de la carte de l'Europe, c'est à la Russie qu'elle le doit ».

En effet, alors même que la révolte grondait à Saint-Petersbourg, pas un seul bataillon ne fut rappelé afin de ne pas diminuer la pression sur le front oriental de l'Allemagne.

Nous avons été surpris de constater la complaisance à l'égard de Lénine. Les erreurs du bolchévisme n'étant imputables qu'au seul Staline (« Hélas, il y a eu Staline ») comme si ce dernier n'avait pas fait que mener à son terme l'œuvre inachevée du premier. Nous pensions, sans doute à tort, qu'il s'agissait là d'un fait enfin admis de tous aujourd'hui. Le retour de Lénine en Russie est présenté comme une marche triomphale et héroïque. Il n'était évidemment pas question d'évoquer ici la thèse du wagon plombé transitant par l'Allemagne et financé par le gouvernement germanique. Eisenstein, une fois de plus, fut sournoisement mis à contribution pour montrer l'enthousiasme et la liesse populaire. Grâce au progrès de la technique, l'humanité entière a pu voir, il y a sept ans, la liesse populaire, l'hystérie même de la foule lors du retour de l'imam Khomeiny, libérateur supposé de

l'Iran. On connaît la suite. En Russie, c'est 60 à 80 millions de victimes en 65 années de régime soviétique.

Fort heureusement Alain Decaux n'a pas repris à son compte cette « information » parue dans de nombreux organes de presse et née, vraisemblablement dans l'imagination fertile de son auteur, selon laquelle la captivité de la Famille Impériale aurait été une prison dorée où le Tsar aurait vécu en compagnie de... sa maîtresse au nom charmant de Zizi ! Alain Decaux, au contraire, a souligné la probité morale de l'Empereur, toutefois nous regrettons que cette émission n'ait pas permis de réfuter les thèses soviétiques aussi simplistes que mensongères relatives à cette période et n'ait pas été l'occasion de rétablir, devant des millions de téléspectateurs, la réalité historique de la Russie avant la révolution et de mettre en valeur une des plus nobles figures de cette époque, le Tsar-Martyr Nicolas.

A quand une telle émission ?

A PROPOS D'UN NUMERO DE «PLACE ROYALE»

Une revue royaliste marginale consacre un dossier « Pour en finir avec le royalisme » à une critique morale du royalisme d'aujourd'hui et notamment du royalisme démocratique de la NAR présenté comme un crime contre la Tradition. Répondre ou pas ? Nous hésitons. Mais si nous répondions, les lecteurs du « Lys Rouge » sauraient-ils avec qui nous dialoguons ? Profitons donc de l'occasion pour faire quelques rappels historiques pour ceux qui ne savent pas d'où vient cette « Place Royale ». Quant au dialogue annoncé... Cela en vaut-il vraiment la peine ? A ce stade, on peut sérieusement en douter.

La vocation supposée du « Lys Rouge » voudrait sans doute que l'on réponde au dernier numéro de la revue « Place Royale » dont le dossier s'intitule « pour en finir avec le royalisme ». Il y a dans ces colonnes des prises de positions traditionalistes qu'il faudrait bien sûr discuter. Cela serait possible en effet si nous nous en tenions aux textes, à cette noble prose, à ces tableaux compliqués, à ces références savantes. Mais nous avons le malheur de connaître les hommes. Et nous savons que les vraies réponses, celles qui démontreraient les attaques en en donnant les explications psychologiques par trop évidentes seraient peut-être trop cruelles.

Alors contentons-nous d'une observation commune qui ne concerne pas seulement les royalistes, loin de là, qui dépasse cette polémique que nous refusons. Par quel mystère les grands moralisateurs sont-ils souvent aussi de grands pécheurs ? Et parfois une défense acharnée des grands principes est le signe même que son auteur a déjà cédé, ou bien qu'il va capituler, se rendre à la morale qu'il dit encore combattre... Tant d'exemples nous viennent à l'esprit, y compris des exemples célèbres, voire historiques. Pourquoi faut-il que certains s'acharnent à aggraver des péchés bien ordinaires de philosophie, de théologie, de discours sur les péchés des autres. En ce qui nous concerne nous voudrions faire preuve de tolérance. Mais notre méchanceté et notre humour se réveillent malheureu-

sément à la vue de tel ou tel pauvre diable qui n'a que le mot sainteté à sa bouche tordue de haine, pour tel paladin qui se débîne lâchement dans des circonstances qui ne le méritaient vraiment pas, pour tel autre qui a le culot d'en appeler à la Providence pour régler ses propres comptes.

De notre rire méchant nous tirerons peut-être assez de gaieté pour pardonner sans arrière-pensée.

La Revue Royaliste

Nous parlons d'une de ces nombreuses petites revues royalistes qui, à l'instar de la nôtre, font la richesse ou le malheur (?) du royalisme contemporain, mais nos lecteurs connaissent-ils seulement l'existence de cette « Place Royale ». profitons de l'occasion pour faire un peu d'histoire (sous le contrôle de nos abonnés que nous invitons à rectifier nos possibles inexactitudes).

« La Place Royale » est le dernier avatar d'une autre revue dont elle a repris la présentation et les abonnés : « La Revue Royaliste ». On se rappelle que celle-ci était l'organe du Mouvement Royaliste Français, parti fondé officiellement en 1979 à partir de la fusion du Comité Provisoire pour la Coordination des Opérations Royalistes (Copcor, issu d'une sission de la NAF) et de la Fédération des Unions

Royalistes de France (FURF, issue d'une sission de la Restauration Nationale).

« La Revue Royaliste » commence en septembre 1978 avec un numéro 1 publié à Tours et consacré au 110ème anniversaire de la naissance de Maurras. Elle s'achève par un supplément sans date (diffusé à la rentrée de septembre 82) au N° 19 annonçant une « métamorphose de La Revue Royaliste à La Place Royale ». « La Place Royale » publie donc son premier numéro en février-mars 83. A partir du numéro 2 elle abandonne la tour Cit-Montparnasse dans le 14ème arrdt où étaient domiciliés le M.R.F. et « La Revue Royaliste ».

L'équipe de « La Place Royale » reprend une partie de celle de « La Revue Royaliste » mais en fait les préoccupations ne sont plus les mêmes. L'écrivain Henry Montaignu a complètement pris en main les destinées de la nouvelle revue et il la marque de sa vision du monde mystique et profondément pessimiste.

Jusqu'au 25 avril 1986 il subsistera une sorte de lien entre une partie des militants de l'ex-M.R.F. et la revue. A partir de cette date, Henry Montaignu déclarera rompre définitivement les ponts avec ses anciens amis. C'est d'ailleurs la spécialité de cet écrivain torturé de se fâcher à mort avec tous ceux qui lui veulent du bien, le plus souvent pour des motifs connus de lui seul. A partir de cette date on peut dire que le destin de « La Place Royale » sort du cadre de l'histoire du mou-

vement royaliste en tant que courant d'idées politiques.

Rappels sur le «COPCOR»

Il s'agissait, nous l'avons dit, d'une scission de la Nouvelle Action Française (qui est comme chacun sait l'ancien nom de la N.A.F.). Cette scission fit suite à une crise dont les premières manifestations remontent au moins au Comité Directeur de la N.A.F. du 10 août 1974. A cette date, le directeur de la propagande de la NAF, Georges Bernard, avait fait adopter les principes d'une «stratégie en 5 phases» élaborée principalement par des adhérents de Grenoble (d'où l'appellation de «grenoblois» donnés à ces scissionnistes dans le jargon de la NAF). Cette option stratégique procédait d'une vision assez «léniniste» de l'action politique. Elle proposait des techniques de manipulation de groupe. Un «Plan cadre pour une campagne de recrutement pour l'année 1975-1976», formé selon cette stratégie, poussait le cynisme assez loin. Par une suite de surenchères des Grenoblois, il devint assez vite évident qu'ils étaient en opposition avec ce qu'était en train de devenir la N.A.F., ou plus exactement ce qu'elle était déjà. Il y avait de la part de ces «Grenoblois» et de ceux qui les suivaient une sorte de régression doctrinale qui les ramenait au Maurras de «Si le coup de force est possible».

Quand les dirigeants «historiques» de la N.A.F. réagirent à l'une de ces surenchères doctrinales on vit que la crise touchait les principaux militants actifs de la Région parisienne et la section de Tours, ainsi qu'un certain nombre d'isolés plus ou moins en rupture de militantisme depuis la campagne des présidentielles de 1974 (ressentie par certains comme un échec).

Curieusement, livrés à leur propre autorité les royalistes du M.R.F. ne se caractérisèrent ni par un dynamisme nouveau ni par des outrances doctrinales scandaleuses. Leur prose fut le plus souvent incolore et sans saveur. Leur positionnement sur l'échiquier politique, plutôt indéchiffrable malgré une tendance mal réfrénée vers un certain droitisme culturel, voire un certain intégrisme religieux.

On rattachera à cette tendance du royalisme les revues suivantes (presque toutes très éphémères) : «Cohérence», «Le Débat Royaliste», «L'Action dauphinoise», «La Chronique dauphinoise» (Grenoble); «Le Courrier royaliste», «La Gazette du Val de Loire», «La lettre de l'ARCO» (Tours); Le mensuel «M.R.F.», le bulletin «Liberté», le mensuel «Combat Royaliste», les «Cahiers du cercle Honoré d'Estienne d'Orves» (Paris); «Confluent» (Lyon); les notes et bulletins de l'AFPS et du CLAR à leur début.

De son côté, la F.U.R.F. (Union Royaliste Midi-Pyrénées + Union Royaliste Provençale + Charente + Drôme-Ardèche + Union Royaliste de Bretagne et Vendée) comptait dans son orbite un nombre infini de bulletins pour la plupart épisodiques et dont le plus important était le mensuel «Je suis Français» (successeur de «L'Ordre provençal» depuis 1977) et dont les survivants ont officiellement quitté le MRF et rejoint la Restauration Nationale en octobre 1981 à l'exclusion du bulletin «La Lorraine royaliste» organe d'une section lorraine qui reste fidèle à un M.R.F. pourtant officiellement auto-dissous à notre connaissance en décembre 1985.

Frédéric AIMARD

Résumé de l'histoire du royalisme à l'usage des néophytes : 1945 - 1981

L'Action française de Charles Maurras ayant soutenu l'action du Maréchal Pétain durant la dernière guerre, les royalistes - parmi lesquels il y eut pourtant de nombreux résistants - ne purent reprendre ce nom. Ils fondèrent un journal appelé «Aspects de la France» qui paraît encore aujourd'hui, publié par un groupement nommé «Restauration nationale». Ce journal et ce mouvement se placent dans une «stricte orthodoxie maurrassienne». Ils condamnent notamment très sévèrement les effets dévastateurs de la doctrine démocratique. Ils conservent des idées très réactionnaires sur de nombreux problèmes et notamment en matière culturelle.

A la fin des années 50 un groupe d'intellectuels très brillants quittèrent «Aspects de la France» pour fonder l'hebdomadaire «La Nation Française» qui par son esprit d'ouverture sur le plan culturel et son audace sur le plan politique renouvela sérieusement l'image et la réalité du royalisme. La figure de proue de ce nouveau royalisme à la fois traditionaliste et réformateur fut Pierre Boutang dont les positions politiques (à la fois partisan du général de Gaulle restaurateur de la dignité de l'Etat, et partisan de l'Algérie française) lui interdisirent de conserver durablement un public. Le groupe de «La Nation Française» fut informé et joua un rôle dans le rapprochement entre de Gaulle et le comte de Paris (dans le même temps les rédacteurs d'«Aspects de la France», aveuglés par leur haine du bradeur de l'Algérie niait que de tels contacts avaient lieu...).

On peut dire avec une certaine vérité que le flambeau de «La Nation Française» (disparue en 1967) devait être repris en 1971

par les fondateurs de la Nouvelle Action Française. Ceux-ci sont à l'origine les dirigeants étudiants de la Restauration nationale, ébranlés par le choc culturel de mai 68, écoeurés par l'immobilisme de la «vieille maison», ils sont finalement contraints de faire mission après avoir essayé vainement de faire passer certaines réformes de structures.

Les débuts enthousiastes de la N.A.F. se font dans une certaine ambiguïté dans la mesure où les militants ont à la fois une pratique, des idées, des réflexes qui les apparentent à bien des militants gauchistes de l'époque et où, dans le même temps, ils prétendent relier cette pratique à un approfondissement de la doctrine maurrassienne. De ces contradictions naissent un certain nombre de crises que le jargon interne nomme parfois drôlement («complot des barboteuses») mais qui affaiblissent le dynamisme du nouveau

royalisme. La crise majeure fut celle qui en 1975 vit le départ des «Grenoblois». A partir de ce moment au contraire l'unité doctrinale et d'action de notre mouvement ne cesse de se renforcer. Ce changement se concrétisera par l'abandon de toute référence à l'Action Française en 1977 et 1978 (cf le livre d'Olivier Lespès «Une révolution dans le royalisme», prix franco :77 F).

Par ailleurs la mission qui créa la N.A.F. avait aussi sérieusement ébranlé la Restauration nationale. Outre le départ de l'essentiel de ses étudiants en 1971, ce mouvement devait connaître le départ de la plupart de ses sections adultes de province en 1972 à la suite d'un conflit d'autorité entre personnes plus que d'un conflit d'idées. Ce dernier trait est si vrai qu'après bien des tribulations (qui virent notamment la fusion entre ces sections dissidentes de la R.N. et les «Grenoblois» dissidents de la

N.A.F. que nous racontons par ailleurs) ces royalistes purent réintégrer la maison-mère en 1981. Il est vrai qu'en dix ans les royalistes maurrassiens n'ont pas fait grand chose, ni produit une quelconque réflexion politique, qui auraient pu les diviser !

Quant aux «Grenoblois», ils avaient assez vite abandonné leurs lubies stratégiques et le Mouvement Royaliste Français qu'ils avaient créé n'a jamais vraiment eu de spécificité politique. Après de nombreuses hésitations et rebondissements complètement anecdotiques le M.R.F. s'est auto-dissous en 1985.

F.A.

LA REVUE «ANALOGIE» PUBLIE SON CINQUIEME NUMERO ET LE CONSACRE A L'ERE DU VERSEAU

Que de chemin parcouru depuis le premier exemplaire, qui ressemblait plus à un fanzine qu'à une revue d'art et de critique !

Ce numéro 5 est consacré à l'ère du verseau, dont elle n'essaie pas de donner une définition stricte, mais plutôt de multiples illustrations issues de l'imaginaire de plusieurs artistes français. Point de départ du numéro, «Omphalos», un texte de Dante et un de Paul Le Jéloux, ainsi qu'un tableau de Friedrich, la grande réserve. ces trois oeuvres aident à préciser ce que pourrait être le Verseau : un espace calme, voluptueux et liquide où s'épanouirait l'homme. Viennent ensuite des poèmes (Rouffranche entre autres), des dessins et des nouvelles. Les lecteurs y retrouveront Laurent Bourdelas, qui assimile le Verseau à un temps d'après-guerre, et Luc de Goustine ou Thuillat, qui en font l'ère de la communication et de l'assimilation. Don Ricardo brode sur Borgès, et Talbot sur la tradition Zen. Un numéro quasi délirant.

25 F + 5 F de port, ANALOGIE, 36, rue du 19 mars 1962, 87100 Limoges.



Le 19 avril 1986, le comte de Paris accompagné de ses petits-fils (les princes Jean et Eudes) inaugurait la « Vallée des rois », association à but touristique destinée à promouvoir 28 monuments de la région (dont le château d'Amboise, le Clos-Lucé, le château de Langeais, Notre-Dame de Cléry, etc.) Cette journée fut l'occasion d'une rencontre historique entre François 1er et Henri VI.



Dans le château d'Amboise, le comte de Paris et le fou du roi en grande conversation.

BULLETIN D'ABONNEMENT AU « LYS ROUGE », à retourner 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS accompagné du règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de « Royaliste » CCP 18 104 06 N Paris

Nom/Prénom/Adresse :

.....
s'abonne au « Lys Rouge » pour un an (4 numéros) à partir du numéro compris et verse :

/ / 50 F (tarif normal) / / 60 F (soutien)

s'abonne au « Lys Rouge » pour deux ans (8 numéros) à partir du numéro compris et verse :

/ / 90 F (tarif normal) / / 120 F (soutien)

verse à la souscription pour le développement du « Lys Rouge », la somme supplémentaire de F



L'inauguration de la « Vallée des rois », manifestation culturelle mais aussi occasion pour le prince de nouer des contacts avec des personnalités du monde politique. Ici avec Michel Debré (ancien premier ministre et maire d'Amboise).



Pour la première fois depuis son retour d'exil le comte de Paris était reçu officiellement à la mairie d'Amboise. On le voit ici dans les rues de la cité, renouant avec la tradition capétienne du « bain de foule »...

SOMMAIRE :

- page 2 : Editorial « Le sens historique ».
- page 3 : Quelques hommes de « La Nation Française », Pierre Andreu, Gilbert Comte, Jules Monnerot, Jacques Silberfeld.
- page 4 : L'entreprise « Nation Française ».
- page 8 : Débat sur Louis XVI et la démocratie / Une lettre d'un protestant royaliste.
- page 10 : Un opuscule fondamental : « Démocratie et monarchie », de Jérôme Paturot.
- page 29 : Extrait d'une interview du comte de Clermont.
- page 31 : Suite de notre dossier sur la canonisation de la famille impériale russe : Decaux historique ?
- page 33 : A propos d'un numéro de « Place Royale », petite monographie sur les avatars du royalisme depuis 1971.
- page 37 : reportage photographique sur les manifestations culturelles de Loches et Amboise en présence du comte de Paris et du prince Jean.